

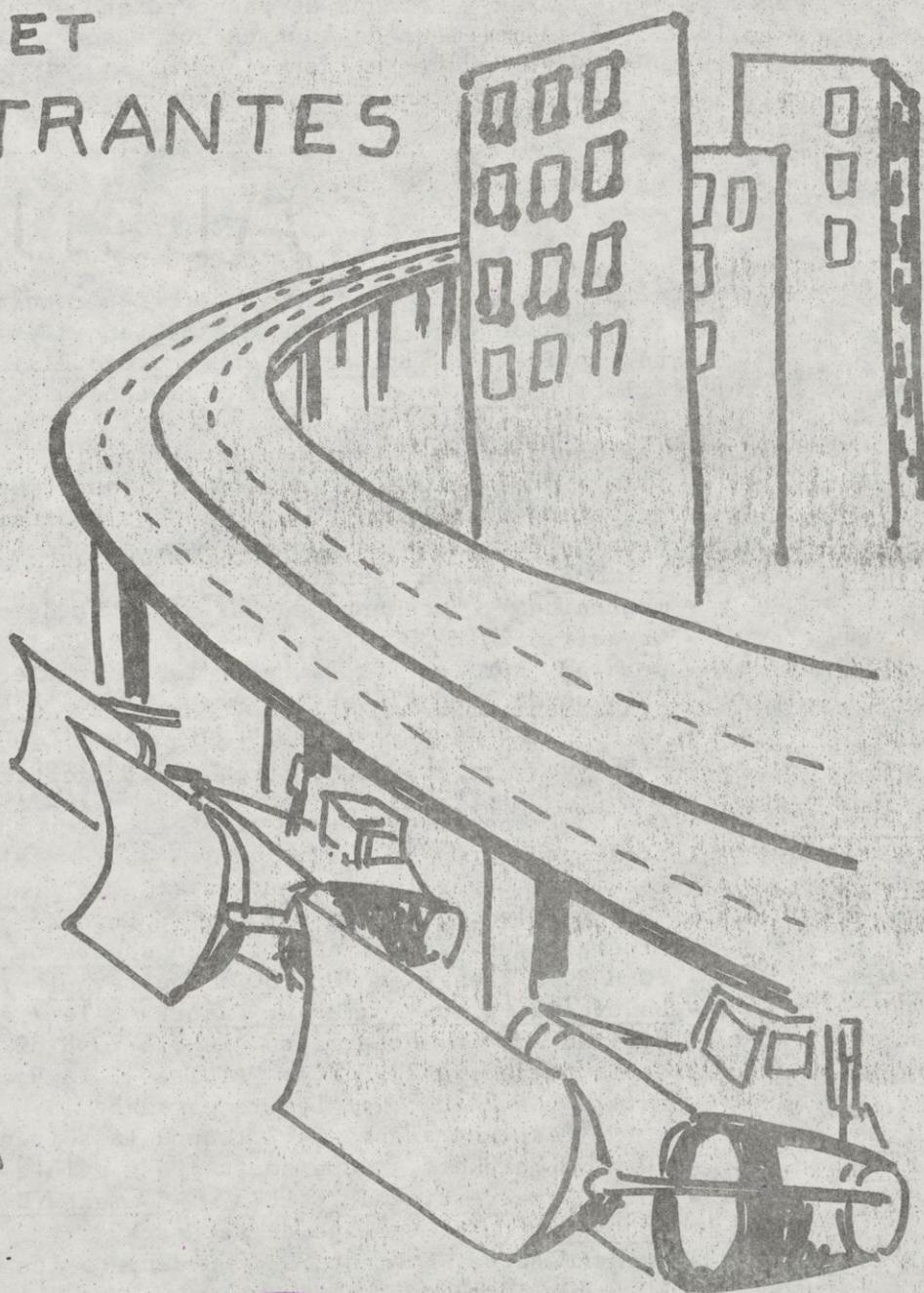
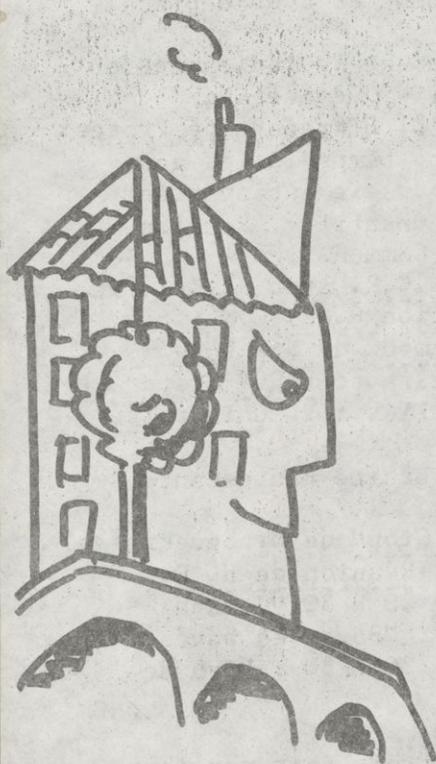
apl

ouest INFORMATION

n° 176 28 Fev 2F

DOSSIER

ROCADES ET PENETRANTES



SOMMAIRE

<u>OUVRIERS</u>	page 2	: SOPROMER : les ouvriers occupent
	page 3	: Tous en grève le 2 mars
	page 4	: Débrayage à la Chambre d'Agriculture
<u>PAYSANS</u>	pages 4-5	: Notre Dame des Landes, Vallée de la Durance : les paysans ne sont pas dupes
<u>JUSTICE</u>	page 6	: Le retour des petites souris
<u>ENVIRONNEMENT</u>	page 7	: Création d'un comité Rezéen d'information sur le nucléaire
	pages 7-8	: A propos de la contre-exposition sur le nucléaire
	page 9	: Les marais salants ne doivent pas mourir
<u>CULTURE</u>	page 9	: Jazz à la salle Vasse (Nantes)
<u>FEMMES</u>	page 10	: - Les agressions dans les cités universitaires - 4 000 sexistes pour Trois reines
<u>ARMEE</u>	page 11	: Rennes, répression au 41 ^{ème} RI / à propos des renvois de livrets militaires
<u>MUNICIPALES</u>	page 12	: Lettre ouverte du P. S. U.
	page 13	: - Meeting de la L. C. R. - Journée-débat de l'O. C. T.
	pages 14-18	: DOSSIER : Rocades et pénétrantes à Nantes
<u>INTERNATIONAL</u>	page 18	: Rassemblement de soutien aux Basques aux Sables d'Olonne
	page 19	: Ouest France se fâche !
	pages 20-21	: Canaries : une colonies espagnole en Afrique
<u>BANDE DESSINEE</u>	page 22	

CALENDRIER

- MARDI 1 MARS : - Réunion femmes à 20 H 30 Fraternité Protestante
- Salle Vasse 21 H Cent ans d'expériences et de recherche cinématographique : "Fireworks" et "Scorpio Rising" de Kenneth Anger
- Film : procès du MLC Aix en Provence à 21 H au FJT
- Saint Nazaire, cinéma Celtic 20 H 30 : Comment YU KONG déplaça les montagnes : "Une femme, une famille"
- MERCREDI 2 MARS : - film : "Une gélule trois fois par jour" mettant le médicament en question à 20 H 30 CHU, amphî de l'hôpital - 9^{ème} étage
- JEUDI 3 MARS : - Réunion du comité de soutien aux Basques à 21 H Fraternité Protes.
- VENDREDI 4 MARS : - Paimboeuf à 21 H : Spectacle variété : "en ce temps là les gens mourraient", "Ste Anne du Larzac", "La démocratie est avancée"
- Orvault à 20 H 30 , foyer des Jeunes Petit Chantilly, Réunion de H. R. sur le Plan Barre et le Programme Commun
- Théâtre de Rezé à 20 H 30 : meeting de la L.C.R. avec A. Krivine
- SAMEDI 5 MARS : - 17 H 30 centre social de la Bottière : Réunion H. R.
- Réunion du comité de défense de l'environnement de Ste Luce
- 14 H/23 H : réunion débat sur les municipales avec l'OCT Fraternité Pro
- SAM 5 / DIM 6 MARS : - Centre Protestant de l'Ouest, Celles sur Belles : "L'université et le pouvoir"
- LUNDI 7 MARS : - Assemblée Générale anti-nucléaire à la Fraternité Protestante
- MARDI 8 MARS : - "Une gélule trois fois par jour" à Chantenay
- Cinémathèque, salle Vasse : "Les soeurs de Gion" de Mizogueki (36)
- MERCREDI 9 MARS : - 20 H 30 à Plessé et 20 H 30 à Montrevault : Réunion de H. R.
- 7 8 ET 9 MARS : - Le cinéma et les femmes au Katorza : le 7 à 20 H 30 "Jeanne Dillman" de Ch. Achermann ; le 8 à 20 H 30 : "Sous les pavés de la plage", à 22 H 30 : "Aloïse" ; le 9 à 20 H 30 : "Feu de paille", à 22 H 30 : "Lettre paysanne".
25 F. les cinq séances, 12 francs la soirée
- VENDREDI 11 MARS : - 20 H 30 Malakoff, centre social "Une gélule trois fois par jour"
- SAMEDI 12 MARS : - Saint Nazaire cinéma "Celtic" : Comment YU KONG déplaça les montagnes : "Le village de pêcheurs"
- 13, 14 et 15 MARS : - Saint Nazaire, Comment YU KONG déplaça les montagnes (10 h, 20 H 30, idem).

SOPROMER

LES OUVRIERS OCCUPENT

SOPROMER a déposé son bilan et le 11 février, la liquidation de biens a été prononcée par le tribunal de commerce.

SOPROMER, qu'est-ce que c'est ?

Ce sont trois usines de traitement du poisson à Concarneau (conserves, semi-conserves) à Trégunc (plats cuisinés) et à Lorient (poisson salé, frais, surgelé).

SOPROMER est au sein d'un groupe industriel regroupant des armateurs et possédant des marques de conserves et surgelés : à Concarneau : Rodel, Marquis de Trenignon, Capitaine Cook, conserves Larzul ; à Trégunc : Vivagel et Primagel, France-Crepes et Novigel ; à Lorient : Bretagne Surgel.

Pourquoi cette faillite ?

SOPROMER travaille en relation avec les campagnes de pêches : les équipements sont faits pour traiter du gros poisson : lieu noir principalement.

Or, les armateurs (actionnaires de SOPROMER) préfèrent faire décharger le poisson pêché en Allemagne qui le paie plus cher et qui, ensuite, le revend à la France au cours du Deutchmark.

SOPROMER se retrouve avec du poisson impossible à traiter car trop mince (l'Allemagne n'achète que le "gros" c'est à dire, le poisson d'avant la fonte ; ensuite, le poisson est trop mince pour être traité).

D'autre part, SOPROMER est tenu, par ses armateurs actionnaires de soutenir le cours du poisson. Ce soutien permet aux armateurs de maintenir la rentabilité de leurs armements.

Cette situation fait qu'à Lorient, le poisson se vend 1,80 F le kilo (par comparaison, il faut savoir qu'à Boulogne il se vend 1,25 F le kilo).

Par contre, le poisson invendu sert à faire de la farine de poisson et se vend alors 20 centimes le kilo.

Il faut ajouter à cette situation que les armateurs ont mis en place (c'est le principal armateur, actionnaire de

SOPROMER qui a commencé à vendre le poisson à l'Allemagne) une gestion comptable très mauvaise, à tel point que tous les ans, on pouvait craindre un dépôt de bilan : SOPROMER était déficitaire chaque année.

Et ce sont les travailleurs qui paient ?

Les 400 travailleurs (personnel masculin et féminin) des trois usines ont reçu leur lettre de licenciement dans la semaine du 14 février.

Alors, il sont décidé en assemblée générale l'occupation totale (jour et nuit) de leur usine, soutenus par leur syndicat CGT.

Ils refusent la vente du matériel et posent des questions :

- pourquoi le poisson est-il vendu à l'Allemagne ?
- les armateurs veulent-ils asphyxier leurs usines de transformations ?
- pourquoi les travailleurs doivent-ils faire les frais de la rentabilisation forcée qu'organisent les armateurs ?

Le dimanche 20 février à Lorient, ils ont organisé une journée portes ouvertes ; sur les murs de l'entreprise, des grandes banderolles disaient : Usine occupée - SOPROMER vivra - non au chômage.

Ils ont vendu des objets fabriqués par les ouvriers en même temps qu'ils occupent, pour payer le voyage à Paris de 2 délégués du personnel qui sont allés le mardi 22, voir le secrétaire d'Etat à la pêche.

Aucune solution n'a encore été trouvée.

L'Etat se contente de dire qu'il faut que les armateurs versent 1 % des pêches aux usines de transformation...

Enquête A.P.L.



Ouais ! Les armateurs spéculent sur mon dos...

TOUS EN GREVE LE 2 MARS !



L'ensemble des organisations syndicales CGT, CFDT, UNPCA, CGC, des salariés des Maisons de l'Agriculture - Chambre d'Agriculture - E.D.E. - Centre de Gestion - Contrôle laitier - Contrôle de Croissance - C.D.H.R., lance un nouveau mot d'ordre de grève pour le **MERCREDI 2 MARS**.

Après la grève nationale du 24 janvier, après la journée d'action régionale du 31 janvier, après la journée nationale d'action du 21 février, certains vont encore parler d'agitation de démagogie et d'incorrection.

Peut-on croire que dans les circonstances actuelles, ce soit de gaieté de coeur que les salariés sacrifient une journée de salaire et malheureusement de plus en plus fréquemment ?

Et quant à parler d'incorrection, il faut y regarder de plus près !

● Faire trainer depuis trois mois, la revalorisation de nos salaires, alors qu'ils n'ont pas été revus depuis 14 mois, et que les prix vont, comme nous savons,

N'EST-CE PAS INCORRECT ?

● Dénoncer au bout de deux ans, l'accord de revalorisation des salaires que l'A.P.C.A. s'était engagée à appliquer pendant au moins 3 ans,

N'EST-CE PAS INCORRECT ?

● Suspendre, le 1er janvier 77, la grille d'avancement des salaires, en place depuis 6 ans, destinée à garantir un minimum de progression principalement aux salaires les plus bas sous statut :

N'EST-CE PAS INCORRECT ?

● Suspendre le 1er janvier 1977 l'application de l'ancienneté, clause du statut administratif du personnel des Chambres d'Agriculture,
N'EST-CE PAS INCORRECT ?
DE PLUS, C'EST ILLEGAL.

● Et l'incertitude de l'emploi et les menaces de licenciement chez les contrôleurs laitiers, les techniciens...
N'EST-CE PAS INCORRECT ?
(...)

PLAN BARRE = BAISSSE DES SALAIRES

On nous dit le PLAN BARRE !
LE PLAN BARRE ! LE PLAN BARRE qui est un plan d'austérité pour les travailleurs, affirme pourtant sa volonté de maintenir le pouvoir d'achat !
Le PLAN BARRE entend fixer le maintien et la progression du pouvoir d'achat pour 77, il n'est pas rétro-actif pour 1976.
Or, avec l'escroquerie de la provision en début d'année, nos salaires n'ont pas augmenté en 1976, et sans tenir compte de l'inflation, c'est-à-dire en Francs courants, en Février 77, nous touchons moins qu'en Février 76 !!!

Présentement, nous devons FAIRE FACE à des mesures discriminatoires à l'encontre des Chambres d'Agriculture car jusqu'à maintenant, on ne trouve dans aucun secteur l'équivalent d'une telle remise en cause des garanties salariales.
LE PLAN BARRE N'EST QU'UN PRETEXTE POUR ENTAMER LA LIQUIDATION DES SALAIRES DES CHAMBRES (...).

- Maintien de la grille de salaire du statut !
- Application de l'ancienneté à 7 points par an !
- Maintien du pouvoir d'achat pour rattraper 1976 : + 11,66 %
- Clause de sauvegarde à 2 % pour suivre le coût de la vie en 77 !
- Salaire minimum à 2 000 F.

Debrayage à la Chambre d'Agriculture le 2 Mars

(...)

La CFDT, La CGT, et l'UNPSA, s'accordent pour demander aux salariés de toutes les Chambres d'Agriculture de France de DEBRAYER LE MERCREDI 2 MARS 1977 TOUTE LA JOURNÉE.

(La Commission Nationale Paritaire a lieu le 3 mars).

(...)

PARTICIPEZ AU DEBRAYAGE
2 MARS A LA CHAMBRE
D'AGRICULTURE - A 9 H

MATIN

Assemblée Générale de l'ensemble des salariés :

* Compte-rendu de la rencontre du 23 février,

* Moyens à mettre en oeuvre pour faire aboutir nos justes revendications.

DEJEUNER

Sur place, (apporter le nécessaire).

APRES-MIDI

Une rencontre va être demandée avec :

* Le Bureau de la Chambre d'Agriculture,

* Le bureau de la FDSEA.

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE VA-T-ELLE SE SOUMETTRE AUX PRESSIONS DE L'A.P.C.A. ET DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ?

SATPA-CFDT Chambre d'Agriculture Nantes

NOTRE-DAME DES LANDES VALLEE DE LA DURANCE ON AMENAGE

LES PAYSANS NE SONT PAS DUPES

"LE VER DANS LE FRUIT" Une émission de T.F.1. sur l'aménagement de la Vallée de la Durance et sur le projet d'implantation à proximité, de l'aéroport de SISTERON VAU-MEILH ; un projet qui dure depuis 20 ans.

Au travers de cette émission (diffusée le 5 janvier), quelques agriculteurs de la zone d'aménagement différé de Notre-Dame des Landes et quelques riverains font le rapprochement avec le projet d'aéroport prévu en Loire-Atlantique.

Il est sans doute difficile de dire que l'aménagement de la Durance est complètement négatif.

Les barrages produisant des kw et permettant l'irrigation de certaines terres.

Trois cents ha irrigués sur la commune de CURBAN, c'est une aubaine pour qui peut en bénéficier.

DES MOUTONS POUR LE TOURISTE

Mais en contre-partie, combien de villages, d'hectares engloutis ?

Si dans la vallée, c'est la richesse sur les plateaux environnants, c'est différent et pourtant quelques paysans s'y accrochent encore.

Au col du BLOT : par exemple, un seul berger est resté avec son élevage de moutons. Là, pas de route, une piste seulement dessert depuis peu le village. Si l'on avait fait une route, il y a 20 ans, peut-être que les habitants seraient restés ?

Cette désertification est cependant profitable à quelques-uns.

Des promoteurs hollandais sont venus et ont acheté tout le plateau. Ils envisagent un lotissement de 200 pavillons et la rénovation du village.

Pour qui ?

Il faut attirer les touristes disent-ils, cela procurera du travail pour les gens de la région : il y aura des hôtels, des restaurants, il faudra des serveurs pour tout ce monde.

On pourra ajouter qu'il faudra aussi les protéger eux et leurs biens, et on utilisera

.../...

bien sûr les gens du pays pour cette besogne.

Ces promoteurs disent aussi qu'ils utiliseront du bois importé de ROUMANIE pour les constructions, car financièrement, c'est plus avantageux. C'est leur façon à eux sans doute de donner du travail aux habitants de cette région boisée.

Au berger auquel ces promoteurs présentent la maquette du futur village, ils essaient de faire croire qu'il y a place dans cet ensemble pour lui et ses moutons (c'est peut-être pour le folklore).

A quelques kilomètres de là, près de SISTERON sur un autre plateau, un aéroport est prévu, c'est VAUMEILH. Raison donnée : "L'aéroport de GAP est trop petit", alors qu'il n'est qu'au 1/5 de sa capacité (n'est-ce pas la même chose ici à CHATEAU-BOUGON ?).

Ne serait-ce pas plutôt pour rentabiliser des super installations touristiques ?

AU DETRIMENT DES HABITANTS

HIER

Pas même une route pour desservir les villages,

DEMAIN

Une autoroute et un aéroport à proximité qui dragueront toute la clientèle dans toute l'Europe.

Qu'est-ce qu'on veut faire de la terre, s'interrogent les gens ? Et c'est bien là la vraie question.

A SISTERON VAUMEILH, des gens comme chez nous, se rebiffent contre ce genre de progrès qui ne sert qu'aux riches, et surtout à rentabiliser du fric, au détriment des habitants de la région.

La procédure, aussi, est inadmissible. Ces grands projets sont décidés à

PARIS et l'on s'arrange pour faire avaler la couleuvre aux élus locaux qui souvent se laissent prendre au piège.

Pour VAUMEILH, pourtant 11 communes sur 13 concernées ont refusé le projet.

POUR NOTRE DAME DES LANDES, ce sont les cinq communes qui cèdent à la pression de l'Administration et acceptent au mépris de toute la population qui ne sera pas consultée.

Un nombre d'emplois impressionnant est toujours avancé pour faciliter l'acceptation, mais comment peut-on les croire quand on voit que dans une région boisée, on importe du bois de ROUMANIE ?

L'on cherche même, et cela fut vrai chez nous, à organiser la "défense" des futurs expropriés pour mieux les contrôler. Un des responsables du projet d'aménagement de la Durance ne dit-il pas "dans ces cas-là, on commence par créer des structures floues que l'on appelle "commissions" et l'on met tout le monde dans le même panier".

Comme conclusion, on peut dire que ces projets sont voulus et implantés par des technocrates au service de l'argent, ayant à leur entière disposition les moyens modernes de diffusion pour présenter ces projets.

L'Administration aussi joue un rôle déterminant auprès des populations, en faisant pression sur les élus locaux et en canalisant l'information quand, et au moment où il le faut, pour que ce soit perçu comme un avantage.

Heureusement, de plus en plus de gens ne sont pas dupes de ces manoeuvres et essaient de faire face.

A SISTERON VAUMEILH comme à NOTRE DAME DES LANDES, des agriculteurs continuent à s'installer, à investir pour bien montrer que face à l'envahissement de ce monde nanti, il y a des hommes et des femmes qui vivent du travail de la terre et qui veulent rester là où ils pensent qu'est leur place.

Des Zadés et des riverains.

LE RETOUR DES PETITES SOUAIS

1^{ère} Affaire

M. A..., 26 ans, artisan-peintre.

FAITS REPROCHES :

Vol de deux chéquiers, vol et usage d'un permis de conduire.

M. A... a déjà été condamné à 2 ans de prison pour le même motif.

PRESIDENT

Vous êtes peintre, marié, vous avez deux enfants légitimes (!!!). Vous êtes connus des services de police comme ayant une mauvaise conduite et une mauvaise réputation...

... Vous volez le premier chéquier (vous avez reconnu les faits) dans une voiture, et vous tirez douze chèques. Cette voiture ne vous appartient pas, vous n'avez qu'à la laisser tranquille.

Avalant la moitié de ses phrases, le Président dresse la liste des objets acquis avec les chèques volés : un costume pure laine, genre pied de poule, un costume couleur marron, un autre en velours, etc...

PRESIDENT

Trois costumes !...

Alors qu'on a une femme et deux enfants, on va faire le dandy.

En plus vous volez un chéquier à votre amie.

Quelle drôle de vie : marié, deux gosses, vous êtes avec une autre fille.

Vous dites qu'en volant le chéquier vous vous êtes payé de travaux effectués chez elle et non payés...

Difficile à savoir dans ces sacrées histoires de concubinage !

En tous cas vous n'avez pas d'éducation, on ne fait pas ça à une amie qu'on quitte.

DIS MINUTES DE DELIBERATION :

15 mois de prison ferme et 15 ans d'interdiction d'émettre des chèques.



1 PRESIDENT

2 HISTOIRES DE CHÈQUES

3 POIDS et 2 MESURES ...

2^{ème} Affaire

Le Président change de ton, ayant affaire à une personne appartenant à la moyenne bourgeoisie nantaise.

Mme M..., marayeur.

FAITS REPROCHES :

Chèques sans provision.

Mme M..., a déjà été condamnée en 1976 à 2 ans de prison avec sursis et à 3 ans de mise à l'épreuve pour les mêmes motifs.

PRESIDENT

Vous êtes mariée (on ne dévoile pas son âge), vous avez 3 filles et 1 garçon. Bonne réputation. On vous reproche d'avoir émis pendant cette période d'un an, 45 chèques sans provision dont plusieurs sont supérieurs à 10 000 F. On comprend bien, cependant que vous devez jouer dans votre métier entre les fournisseurs et les clients. C'est difficile.

Et votre mari s'était reposé sur vous pour l'administration, comme beaucoup de maris qui n'ont pas envie d'en faire de trop. !

Mme M... (éclatant en sanglots)

Nous avons presque tout remboursé.

PROCUREUR

Mme M..., nous dit avoir remboursé la quasi-totalité de ces chèques. Elle était déjà devant vous en janvier 1976 pour le même motif. Depuis lors, elle est sous mise à l'épreuve. Il est assez rare que cette mise à l'épreuve soit probante. Ce cas est une exception, il convient d'en tenir compte. Je demande donc au tribunal de faire preuve d'indulgence, étant intimement persuadé que Mme M..., ne comparaitra plus devant vous.

L'AVOCAT (bon enfant et n'ayant plus rien à prouver).

Je remercie le Président d'avoir souligné les difficultés de gestion de cette entreprise particulière...

LE PRESIDENT : Nous sommes tous là pour rendre la justice (sourire très large, rapide consultation des assesseurs). Pas de peine prononcée, confusion avec la peine précédente 2 ans avec sursis + 3 ans de mise à l'épreuve.

Fin du simulacre de justice.

COMITE REZEEN

D'INFORMATION NUCLEAIRE

Suite à la réunion d'information du CRIN à NANTES le 24 janvier, une vingtaine de rezéens et rezéennes, conscients des dangers que fait courir à la population le projet d'implantation d'une centrale nucléaire au PELLERIN, se sont réunis à REZE le mercredi 17 février.

Lors de cette réunion, ils ont décidé de créer à REZE, un comité local d'informations nucléaires dans le but de collecter et diffuser

toutes les informations sur le programme nucléaire et les moyens à mettre en oeuvre pour lutter contre son application particulièrement au PELLERIN.

La prochaine réunion de ce comité se tiendra le :

3 MARS, A LA SALLE MUNICIPALE,
ALLEE DE TOURAINE - REZE

A 20 H 30.

Tous les rezéens sont invités à y participer.

CRIN

A PROPOS DE ...

... LA CONTR-EXPO

L'exposition sur les risques de l'énergie nucléaire reste ouverte jusqu'au 2 mars (inclus) au CENTRE JEAN MACE, 90, rue du Préfet Bonnefoy à NANTES :
9 H / 12 H ; 14 H / 19 H.

Il ne s'agit pas seulement d'une réponse critique à l'exposition faite par l'EDF au CRDP, mais aussi de la présentation des autres sources d'énergie possibles.

Les locaux du CRDP étaient refusés à l'expo, elle a dû se limiter à des panneaux faute de place.

Cette information parallèle passe moins bien que la précédente et certains chefs d'établissements, vont jusqu'au blocage total (cf lettre ci-dessous).

MONSIEUR,

"Votre demande d'autorisation appelle quelques observations que je vous prierais d'examiner :
en effet, je ne donne pas un avis favo-

rable à la visite de "l'exposition nucléaire" pour les raisons suivantes :

- Celle-ci se définit comme une réponse à une exposition tenue il y a quelques mois au C.R.D.P., exposition jugée incomplète ou partisane.

L'établissement n'ayant pas commis l'erreur de présenter la première aux élèves, la nécessité de rectifier par la seconde ne s'impose pas.

- Les divers articles parus depuis dans la presse indiquent d'une façon incontestable que l'exposition entre dans le cadre d'une confrontation E.D.F./C.R.I.N. Il ne revient pas à l'école d'y prendre part.

- L'Ecole Publique a pour objectif de fournir à l'enfant les instruments de ses choix ultérieurs.
Pour évoluer dans le domaine qui nous intéresse, l'élève de premier cycle ne dispose pas d'un niveau suffisant de connaissances et de maturité.
Vouloir brûler les étapes et - pour l'autoriser à y entrer - lui fournir les modèles de pensée comme faire ses choix, relèvent

.../...



d'une école qui serait alors confessionnelle.

- L'exploitation du sujet nucléaire en milieu scolaire du premier cycle, relève sans conteste de la compétence du professeur de sciences de l'élève.

Il ne saurait venir à l'idée d'admettre une concurrence inter-disciplinaire, pas plus que l'amendement par l'une des "disciplines" des carences estimées de l'une d'entre les autres...

Et s'il n'y a ni concurrence ni compensation d'insuffisances dans quel domaine autre que le scientifique se trouve-t-on ?

Je ne suis, en ce qui me concerne "membre organisateur" ni de l'une ni de l'autre des expositions. C'est donc en éducateur serein que je me suis prononcé. Et il est bien évident que je m'en suis tenu aux seuls principes qui ont motivé ma décision. J'encours le risque d'être jugé timoré. J'accepte celui de m'être trompé ; le respect que j'estime devoir aux élèves et la responsabilité que j'assume à leur égard valent bien cela.

Le Principal.

P.S. Je donne bien entendu mon accord pour les autres visites envisagées : musée des beaux-arts, château, cathédrale. Elles donnent matière à meubler l'après-midi et ne rendent pas inutiles les efforts faits pour l'organisation de la sortie. "

Si...

...le principal n'a pas "commis l'erreur" cette fois, on peut se demander pour quelles raisons l'affichage présentant l'expo de l'E.D.F. a quand même pu avoir un rôle d'incitation à l'erreur ?

Il ne s'agit pas d'un travail du CRIN, mais qui est organisé en collaboration avec ses membres, par des enseignants.

Les panneaux sont suffisamment clairs pour des élèves de premier cycle et même accessibles à des primaires.

Le chef d'établissement diffuse l'information, mais dans un seul

sens et il condamne tout enseignant qui sort de sa spécialité... allant jusqu'à le soupçonner d'entraver la laïcité de l'établissement !

Cette attitude n'est sans doute pas rare puisque les écoles tardent à y venir...

Correspondance APL

REUNIONS

SUR LE NUCLEAIRE

LE PELLERIN

Salle de Cinéma auprès des Halles, samedi 5 MARS 1977 (SOIR).

BOUGUENAIS

MAIRIE -
5 MARS 77 (SOIR).

STE PAZANNE

Salle Jeanne d'Arc, rue de Ballon, Vendredi 4 MARS 1977 (SOIR).

ST PERE EN RETZ

Vendredi 4 MARS 1977 (SOIR).

COUERON

Vendredi 4 MARS 1977 (SOIR).

Salle de la Boule d'Or
Place de l'Eglise.

* *
*

AVEC

- Des chercheurs du C. N. R. S.
- Des Association familiales.
- Maison de Jeunes, M.R.J.C.
- F.D.S.E.A.,
- Paysans-Travailleurs.

LIBRAIRIE 77

NOUVEL HORAIRE

9H-12H30 et 14H-19H30

Tous les Jours sauf le Lundi



Le CONSEIL D'ETAT vient de rejeter la demande de sursis à exécution des travaux de la ROCADE DE LA BAULE.

Les bulldozers peuvent donc pénétrer sur le marais d'un moment à l'autre.

Déjà la ROUTE BLEUE arrive à GUERANDE et Olivier GUICHARD annonce à qui veut bien l'entendre que cette Rociade devra se réaliser envers et contre tous.

Il faut être prêt à se mobiliser pour empêcher le début des travaux. S'ils commencent, c'est un premier maillon de la chaîne des plans d'aménagement prévus en Presqu'île guérandaise ; c'est aussi la mort des marais salants.

Tout le monde doit être informé des problèmes que posent la ROCADE, le TOURISME ET LES PLANS D'AMÉNAGEMENT.

Cette affaire vous concerne tous. Ce n'est pas l'affaire de quelques spécialistes.

VENEZ NOMBREUX PARTICIPER AUX SOIREEES-DEBATS. -

organisées par le COMITE D'ACTION - PRESQU'ILE GUERANDAISE. Les débats seront précédés d'une information à l'aide d'un montage audiovisuel (Entrée Gratuite).

Des séances ont déjà eu lieu à LA BAULE, LE CROISIC, BATZ, PIRIAC, et sont encore prévues à :

- GUERANDE : Le 4 MARS, 20 H 30, Cinéma "le Balzac".
- HERBIGNAC : Le 11 MARS, 20 H 30, Maison Familiale de Duret.
- LA TURBALLE : Le 1er MARS, 20 H 30 Cinéma Pax.

CULTURE

JAZZ.

Du jazz progressiste avec ENRICO RAVA QUINTET vendredi prochain 4 mars à 21 heures salle Vasse.

Enrico RAVA (trompette) - Massimo URBANI (saxophone) - Bobo STENSON (piano) - Palle DANIELSON (contrebasse) et Jon CHRISTENSEN (batterie) tentent actuellement, à partir de conceptions et d'idées bien précises de la musique de jazz, une expérience collective dont on peut espérer beaucoup, ceci en raison de la très forte personnalité de chacun des musiciens qui composent ce quintet.

Un concert prometteur pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du jazz.

Prix des places : 10,00 francs. La location est actuellement ouverte au Hall Lajartre, Passage Pommeraye,

CINÉMA

Mardi 1er Mars à 21 heures salle Vasse : KENNETH ANGER (un des grands cinéastes de l'avant garde américaine) avec FIREWORKS et SCORPIO RISING et V. PODOVKINE avec le DESERTEUR (1933).

THÉÂTRE à PAIMBOEUF

Maison pour tous, Maison des Jeunes et de la culture, 33 boulevard du Mesnildot

VENDREDI 4 MARS A 21 HEURES

Troupe du Vrai Chic Parisien, Philippe Val et Patrick Font ont fait "En ce temps là, les gens mourraient", "Sainte Jeanne du Larzac", et "La démocratie est avancée".

Prix des places : adhérent MJC 10 F.
autres 15 F.



OPPRESSION des FEMMES (suite)

Une étudiante anglaise résidante à la Bourgeoinière s'est faite agressée dans les toilettes, dimanche soir 13 février.

Que serait-il arrivé si les copines n'étaient pas intervenues ?

Il ressort de cette affaire que les agressions se font de plus en plus nombreuses et fréquentes dans les cités, de l'agression verbale ou viol caractérisé.

- le viol à la Bourgeoinière de Nicole l'an passé ;
- viol à Freche Blanc en janvier dernier ;
- climat de tension perpétuel : les voyeurs dans les douches et toilettes, les types suivant les filles dans les couloirs, l'agression verbale etc...

Ces agressions ne sont pas des faits spécifiques du milieu universitaire mais les femmes les subissent quotidiennement dans la rue, au travail, dans le bus ...

Ces situations bien que perçues comme normales doivent être continuellement dénoncées car elles sont en fait la conséquence du rôle imparti à la femme dans la société.

Société qui veut perpétuer l'image de la femme passive, objet et dépendante.

Seule une prise de conscience et une organisation collective des femmes peut nous permettre de dépasser la culpabilisation et le silence pour mieux riposter.

Femmes en Lutte
Groupe Etudiantes

4000 SEXISTES pour 3 REINES

... et Ouest-France rencherit

1°) OUEST FRANCE RAPPORTE L'EVENEMENT

"Jamais sans doute dans la longue histoire des élections de la reine de Nantes, plateau aussi royal n'aura été offert aux "sujets" conviés à désigner très démocratiquement, leur souveraine."

2°) TIERCE ROYAL "Dans l'ordre 12-2-4"

"La reine d'abord : un joli casque blond de cheveux, dont une frange vient garnir le front. Ses 19 ans sourient à la vie, qu'elle se prépare à affronter après avoir obtenu (en juin prochain ?) un B. T. S. de secrétaire de direction".

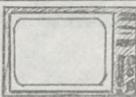
(...) La première demoiselle d'honneur : 26 ans, cheveux auburn et yeux verts, Une sorte de Saxe, fragile et fine, Sonia, que les élèves du C. E. T. de Machecoul ont de la chance d'avoir à regarder, quand elle surveille leurs études".

(...) "La 2ème demoiselle d'honneur, une chevelure brune, tout aussi à l'aise dans les salles obscures où Bergmann projette ses phantasmes que sur les terrains de sports où, virilement, ses



amis du Métallo-Sports disputent le ballon rond".

MERCI OUEST FRANCE !!



"RUBRIQUE TÉLÉ"

Le programme télé minimum le 22 février :

TF 1 : une minute pour les femmes : "faut-il vraiment dépenser tant d'argent pour se marier ?"

ANTENNE 2 : "Sissi face à son destin".

PROCÈS MLAC

AIX - EN - PROVENCE

Le 10 mars, procès de 6 femmes du MLAC à Aix, accusées de :

- tentative d'avortement ;
- exercice illégal de la médecine ;
- de pratique habituelle d'avortements au titre des lois de 1920 et de 1975.

Le 15 mars à Saint Nazaire, un film réalisé par elles sera projeté au FJT rue du Soleil Levant suivi d'un débat avec les deux inculpées.

Groupe Femmes St Nazaire

communiqué

RENNES : répression
au 41^e R.I.

Un soldat, J. PELE, du 41^e R.I. de la Lande d'Ouée (près de RENNES) a été arrêté depuis le 2 février à cause de ses opinions politiques, sans la moindre preuve, et muté au III^e RIMA à Vannes.

Il est soupçonné selon le commandant de la III^e région militaire, d'avoir donné des informations à un groupe "gauchiste" rennais.

Il faut rappeler que trois tracts de comités de soldats intitulés "La voix des soldats" ont été distribués sur la caserne ; d'autre part, l'enquête continue (perquis à Rennes). Il faut s'attendre à d'autres arrestations.

SOUTENONS J. PELE (66 jours d'arrêt de rigueur minimum).

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DES SOLDATS.

Comité Ouvrier-Soldat
(RENNES)

A PROPOS DU RENVOI DE
LIVRETS MILITAIRES

A la mi-février, un renvoyeur a été condamné à trois mois de prison ferme et à cinq ans de suppression de droits civiques.
(au HAVRE)

A LAVAL, le 18 mars, a lieu le procès de 47 renvoyeurs.

Le pouvoir a-t-il décidé d'accentuer la répression à l'égard de cet

acte de désobéissance civile ?
Nous verrons.

L'an dernier, à NANTES, deux groupes de personnes ont renvoyé leur livret.

Actuellement, un des renvoyeurs nantais est inquiet et serait en cours d'instruction.

NOUS APPELONS
à une réunion le JEUDI 3 MARS
Au local du C.S.O.C., 57, rue des hauts Pavés.

Afin d'envisager notre attitude au procès du 18 mars, et devant le cas du camarade inquiet.

Sont aussi conviés tous ceux qui désireraient renvoyer leur livret militaire un prochain renvoi pouvant avoir lieu.

Le Groupe des Renvoyeurs.

L'APL à l'ÉCOLE

Suite à la publication d'un tract des élèves de CAMUS dans l'APL, on a trouvé cela dans RESEAU, journal de l'ÉCOLE EMANCIPEE (qui publie un dossier sur les réactions que provoqua ce tract).

"Ce numéro de l'APL a été photocopié et commenté par un prof du CET dans le style "Collègues, bientôt vous aurez la une de Paris-Match".

"Il avait été communiqué par la préfecture au directeur du CET qui l'a fait afficher dans la salle des profs".

LA COORDINATION ♀

*première
Minute*

Réunie samedi 26 février appelle à une réunion des commissions des groupes et des isolées pour préparer l'intervention des 5 et 8 mars

TOUTES A LA FRATERNITE PROTESTANTE
(rue amiral duchaffault)

MARDI 1er Mars 20h30

LETTRE
OUVERTE

P.S.U. -

Les discussions pour une unité avec les forces traditionnelles du mouvement ouvrier n'ont pas pu aboutir.

La seule base de discussion proposée par le P. S. et le P. C. sur Nantes et St Herblain était de nous faire cautionner purement et simplement le programme commun et de nous faire apparaître comme l'ayant signé.

Le P. S. U. a affirmé et réaffirme qu'il travaillera prioritairement à la défaite électorale de la droite, ceci dit, nous ne pouvions souscrire à un accord où nous perdions notre autonomie stratégique ; notre conception de l'unité est différente (cf. tract municipal : "Nantes, qui refuse l'unité ?").

Les positions du P.S.U. dans la perspective d'une apparition unitaire de l'extrême gauche à Nantes étaient les suivantes :

- Cette campagne, à l'occasion des municipales devait constituer une première démarche pour engager le mouvement révolutionnaire dans le processus de constitution en pôle politique pour tous les travailleurs du courant révolutionnaire pour l'auto-gestion (ce qui recoupe plus ou moins les concepts tels que "gauche Ouvrière et Populaire", "Avant-garde large", "Avant-garde potentielle", etc...)

- Il s'agissait donc de créer un comité qui ne soit pas un cartel d'organisations politiques mais un rassemblement plus large qui comprendrait en plus, les militants représentatifs des mouvements de masse anti-capitaliste. Le rôle des organisations politiques était d'être des forces de proposition, dans cette campagne, et donc nous attachions une grande importance à l'unité d'action des forces révolutionnaires qui ne devaient cependant pas se concevoir comme la direction du comité mis en place.

- La référence à l'accord national ne nous semble pas correct pour deux raisons :
- Le PSU ne l'avait pas signé nationalement et bien que démarche positive dans la lutte contre l'éclatement de l'extrême gauche, cet accord nous semble encore insuffisant (campagne de type cartellisée et essentiellement propagandiste).

De plus, imposer une application automatique de cet accord nous semble être une démarche non conforme à l'esprit de notre stratégie qui visait à un rassemblement plus large (gauche syndicale, paysanne, militant du mouvement écologique, mi-

litantes du mouvement femmes...)

- Enfin, la présentation de liste ne devait constituer que la conséquence logique de l'apparition de mouvements significatifs (tels que l'ont été LIP, le mouvement sur l'armée, les batailles écologistes...).

Force nous était de constater qu'une telle condition n'était pas remplie sur Nantes.

Laissons de côté le sectarisme de règle qu'affiche Lutte Ouvrière qui ne venait aux discussions unitaires que pour marchander le nombre de ses candidats.

L'Organisation Communiste des Travailleurs bien que nous divergeons sur pas mal de points touchant aux attitudes par rapport aux réformistes, s'est ralliée à nos positions.

La Ligue Communiste Révolutionnaire a posé les conditions suivantes :

- référence à l'accord national ;
- apparition centralisée aux meeting de l'Union de la gauche ;
- mise en place d'un secrétariat de comité composé des organisations d'extrême gauche ;
- présentation d'emblée de listes électorales.

Ces conditions étaient évidemment opposées à la démarche proposée par le PSU dès le début.

L'accord n'a donc pas pu se faire, car nos perspectives se situaient dans la lignée d'une unité de ces forces révolutionnaires et nous n'avons pas étudié les possibilités d'un accord avec l'une ou l'autre des organisations prises séparément.

Désormais, nos tâches se situent au de là des municipales, le débat doit se poursuivre :

- entre les organisations révolutionnaires, pour creuser les divergences et les convergences ;
- au niveau des secteurs d'intervention en dépassant les confrontations au niveau du discours.

P. S. U. SECTION NANTES

13 MUNICIPALES

OCT : SOJOURNÉE DE RÉFLEXION
ET DE DÉBAT SUR LA

QUESTION DES MUNICIPALES

SAMEDI 5 MARS 14H-23H
FRATERNITÉ PROTESTANTE
(rue amiral Duchaffaut) **CRÈCHE ASSURÉE**
1°) Le rôle des municipalités, les enjeux politiques.

- quels sont dans la situation actuelle, les différents projets politiques qui se dessinent derrière les affrontements électoraux ? comment les révolutionnaires et la gauche ouvrière peuvent-ils s'y situer ?

- Comment analyser concrètement l'action de municipalités de droite (Nantes, La Chapelle, Orvault) et de gauche (St Nazaire, Couéron) ?

- travail en commission suivi d'un débat en A. G. sur les points suivants :
- à quoi mène le projet municipal que le PS a publié à Nantes ;
- campagnes et listes à gauche de l'Union de la gauche sont-elles possibles ? (on discutera de la Chapelle, Couéron, Orvault).

2°) Les luttes sur le terrain du cadre de vie.

- Rapport introductif.

- Trois commissions, à partir de trois montages audiovisuelles :
- celui de la Bugallière
- celui du Quartier Nantes Nord ;
- celui du CABE.

Ces commissions qui pourraient réfléchir sur les points suivants :
- pourquoi lutter sur ce terrain ?
Comment lier les luttes "hors de l'entreprise" aux luttes dans l'entreprise ?
- quelles formes d'organisation ?
CSCV (APF) - ASF Comités de quartier, comités sur des questions précises ?
- Comment développer dans les quartiers, les luttes sur le terrain de la santé, la délinquance, de l'oppression des femmes ?

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui sont engagés dans des luttes sur ces terrains, ou qui sont concernés, par ces problèmes, à venir en débattre.

Organisation Communiste des Travailleurs.

LGR :

" POUR LE SOCIALISME,
POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS "

Les révolutionnaires sont présents dans la campagne des municipales :

- pour contribuer à la défaite de la droite (là où elle a perdu la mairie, il faut l'empêcher de la reprendre. Là où elle le tient comme à Nantes, St Herblain, Orvault, il faut l'en chasser !)

- pour que soient présentes dans cette campagne les luttes de chaque jour ;

- pour que s'exprime la volonté d'une riposte d'ensemble au Plan Barre, sans attendre 1978 ;

- pour que se fassent entendre ceux qui n'ont pas confiance en l'Union de la Gauche pour parvenir au Socialisme.

Pour en débattre, Meeting de la LGR le vendredi 4 mars à 20 Heures 30

Au Théâtre de Rezé (rue Guy le Lan) avec Alain Krivine, membre du Bureau Politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

APL APL APL APL APL APL

Suite à la réunion du Jeudi 24, où un large éventail des personnes ou groupes qui soutiennent l'APL sur St Nazaire était représenté.

CREATION D'UN COLLECTIF APL ST NAZAIRE

Ce collectif se charge de récolter le maximum d'information sur la région nazairienne, ainsi que de la présentation.

Nous demandons donc à nos lecteurs de cette région d'envoyer leurs articles à Colette et Julien PEPIN

6 rue Roger SALENGRO
44600 SAINT NAZAIRE

tél : 22-22-80

ainsi que de participer aux réunions de rédaction (où ils pourront présenter leurs textes) tous les jeudis à 18 H 30 chez Julien PEPIN.

AVANT LES MUNICIPALES

(ASSOCIATION D'ETUDES et de DEFENSE de)
NANTES NORD-EST

LE DOSSIER: "ROCADES ET PENETRANTES"

Après un an d'existence, l'ADENNE fondée pour s'opposer à toute mise en oeuvre d'autoroutes urbaines destructives de la ville et de la qualité de la vie, tient à apporter à ses adhérents, à tous les Nantais et leurs associations de défense, des réponses précises et complètes sans équivoque sur le problème des autoroutes urbaines.

- Les responsables municipaux actuels sont-ils résolus à imposer des voies lourdes rapides : pénétrantes, rocades, anneaux de protection du centre ?

- Oui.

- Le processus de réalisation est-il engagé sans la moindre équivoque ?

- Oui.

- Quel en est le calendrier ?

- Les rocades à quatre voies des anneaux de protection représenteront des saignées de 40 mètres de large et sont programmées de la route de VANNES à SAINT SEBASTIEN par ST FELIX, les rues de COULMIERS, DESAIX, la place de PRAGUE (au centre de la cité MALAKOFF) pour l'horizon 1985 dans 9 ans, donc pour demain.

- Pourquoi cette politique ?

- Sous le couvert d'idées larges et généreuses, l'ensemble de la politique s'arrête à la protection d'un hyper-centre porteur à lui seul de la quasi totalité de l'image de marque de la ville" (extrait d'un rapport officiel).

Protéger un hyper-centre en sacrifiant le reste de la ville à un plan de circulation automobile trançonnant les quartiers, y rendront l'habitat insupportable pour que vive un noyau déjà déserté la nuit.

(...) Avant qu'ils ne se présentent devant les citoyens qui sont tous concernés, l'A. D. E. N. N. E. demande aux actuels tenants de la Mairie et aux futurs candidats, d'avoir le courage de s'ouvrir sur le problème et de renoncer définitivement à leurs projets d'autoroutes urbaines au coeur de la ville.

Nous jugerons alors sur pièces, et les Nantais pourront apprécier ces réponses en fonction de tous les éléments que nous leur offrons dans ce dossier.

1) LES AUTOROUTES URBAINES
UNE POLITIQUE PERMANENTE ET
SYSTEMATIQUE DE LA MUNICIPALITE

1er OCTOBRE 1975

Déclaration in extrémis de Monsieur le Maire Adjoint ROUTIER-PREUVOST sur les énormes projets des Rocades du Centre : voie des Casernes et voie des Cours.

Il s'agit en effet de faire vite car l'inscription du projet au 7ème plan est possible et cela ferait très mauvais effet que les Nantais apprennent par le Ministère des projets préparés secrètement depuis des années.

Refus des permis de construire dans des zones que nous saurons après correspondre au tracé précis, chiffré et retenu pour la voie des casernes.

DECEMBRE 1975

Le projet n'est pas inscrit au 7ème plan, les déclarations officielles multiplient les marches-arrières, dénie toute valeur aux projets, rassurent la population.

2 DECEMBRE 1975

(L'ECLAIR) "Mr ROUTIER-PREUVOST dénonce ceux qui affolent les populations avec de fausses informations".

L'étude exhaustive du projet comprenant les données techniques et de financement n'est plus qualifiée que de "pré-étude". Des informations sont annoncées pour la mi-décembre...

11 JANVIER 1976

(L'ECLAIR) A la Grande Commission de la Circulation, le même adjoint déclare que : "la Municipalité n'est pas encore en mesure de donner des renseignements concernant le tracé des rocades"... à l'état d'avant projet".

Il affirme la même chose en recevant les représentants de l'A. D. E. N. N. E. : "la rocade ST DONATIEN (des Casernes), une plaisanterie car le tracé n'est pas fait".





Dans le même temps, il enterre le projet en tunnel sous les Casernes !!

Double aveu : sur les décisions depuis longtemps prises sur l'existence des autoroutes urbaines, et curieuse inconséquence sur le tracé puisqu'il déclare : "qu'à l'annonce du passage de la Rocade ST DONATIEN, 40 maisons ont été achetées à bas prix... par qui ?"

IL Y A DONC DES GENS BIEN INFORMES ET PAR QUI ?

23 FEVRIER 1976

Monsieur A. Morice "demande à la population de ne pas être inquiète"... "la réalisation n'est pas certaine"... mais ajoute " que comensations seront assurées aux dommages subis" et... ARGUMENT SUPREME "lui même est logé à la même enseigne, menacé par les Pénétrantes"...

26 FEVRIER 1976

Mr CUEILLE adjoint : "la voie des Casernes... étude en cours... Cette étude n'est pas irréversible".

29 OCTOBRE 1976

MM. A. Morice, Routier-Prévost veulent rassurer les représentants de l'ADENE avec un nouveau thème : "Passage de la voie rapide au-dessus de la voie ferrée".

Une confirmation de la SNCF doit être donnée avant le 30 novembre 76... RIEN N'A SUIVI.

Quant au plan d'Occupation des Sols, autre aveu : "On a bien le temps de la faire sortir" (après les Municipales...)

8 JANVIER 1977

Dans ses derniers voeux de Nouvel An (Mairie de Chantenay, Mairie de Doulon), le Maire confirme "ne pas nier la nécessité de certains travaux"... "qui ne seront pas réalisés avant quinze ans et peut-être jamais".

Il essaie vainement de maintenir la confusion en mettant dans le même sac "les projets qui ne seront pas destinés à voir le jour avant de nombreuses années

ceux qui ne seront pas purement et simplement abandonnés", c'est le cas de la pénétrante EST, c'est le cas de la MULOTIERE.

DE L'ANALYSE DE CES DECLARATIONS , PLUSIEURS CERTITUDES S'IMPOSENT.

Après l'exposé intempestif (pour cause d'incertitude sur l'inscription au 7^{ème} Plan) de Mr ROUTIER PREUVOST révélant l'étude définitive de la Rocade des Casernes et la Pénétrante NORD, les responsables municipaux ont tout fait pour noyer le poisson, entretenir la confusion en allant même jusqu'au mensonge pur et simple.

MAIS LE PLUS FONDAMENTAL EST QUE JAMAIS AUCUN N'A OSE AFFIRMER L'ABANDON DEFINITIF DE CES PROJETS ET POUR CAUSE.

TOUTES LES DECLARATIONS D'APAISEMENT SONT AU CONTRAIRE DES AVEUX VOILES.

2) AU DELA DES DECLARATIONS... ... DES FAITS DES PREUVES

La municipalité actuelle met en oeuvre une politique de développement des autoroutes urbaines en collaboration avec le Ministère de l'Equipement depuis au moins 10 ans.

1°) QUELLE EST CETTE POLITIQUE ?

Une déclaration de Mr ROUTIER-PREUVOST en résume la philosophie : en matière d'urbanisme " la liberté de circuler implique que chacun puisse rouler où il veut en voiture à condition de faire payer de plus en plus cher vers le centre" (31 janvier 1976). Ce qui l'amène dans la pratique aux choix suivants :

- l'agglomération nantaise doit avoir un HYPERCENTRE à son échelle, centre historique et de commerces privilégiés.

Il s'agit du quadrilatère : Edit de Nantes - Cathédrale - Château - Rue J. J. Rousseau , "porteur à lui seul de la quasi totalité de l'image de marque de la ville".

- ce "centre doit être protégé" contre les voitures qui l'engorgent et pour cela on sacrifie le reste de la ville par des rocades dites de protection, mais situées en pleine ville.

- ce centre doit recevoir le maximum de



→
CLIENTS et pour cela il faut :

* drainer toute la circulation sur les marges de la ville grâce à l'articulation des pénétrantes sur les rocades ;

* parquer les voitures des clients dans un système de silos : pour remplir les 1 300 places payantes de deux nouveaux parkings, on supprime 950 places de stationnement sur la voie publique ;

Cette politique a été exposée de façon plus ou moins diffuse pour masquer la complémentarité entre les pénétrantes, les rocades, le centre protégé et les parkings.

2°) DES PREUVES, DES DATES, DES DEBUTS DE REALISATION.

a) Le principe de la rocade de protection date de la rédaction du Schéma directeur d'Aménagement Urbain, il y a une dizaine d'années.

b) Les constructeurs de Malakoff et leurs successeurs ont soigneusement prévu le trou de la Place de Prague et le terrain vague au Nord, destinés l'une au passage de l'autoroute, l'autre à l'immense échangeur avec la pénétrante Est en voie d'achèvement.

c) La plupart des parkings de l'hypercentre, pièce centrale du système sont achevés.

d) Le 7 avril 1975, le réseau minimal de ce qu'on nomme alors "anneau d'évitement" est décidé.

e) En septembre 1975 est achevée l'étude comparative des deux variantes : voie des Cours - Voie des Casernes.

Les plans précis sont faits, les études sur les prévisions de circulation, les problèmes géologiques, les nuisances (voir partie III), les résistances prévisibles des habitants et le financement sont achevées.

f) Le 9 avril 1976, les décisions prises pour le moyen terme (choix entre les variantes) sont présentées au Comité Technique nommé par la Mairie.

g) Les 11 et 19 octobre 1976, ce même Comité Technique choisit la variante retenue (hypothèse II, variante 3) du plan de circulation "qui engage de façon

irréversible" dans la réalisation de l'objectif à moyen terme... Sorti pour les 5 ans, un certain nombre d'aménagement tels que parkings, voies piétonnières (dont on assure qu'elles ne sont qu'un "élément de sensibilisation du public", abattage d'arbres dans la rue Desaix), mais surtout début d'installation des futurs axes lourds dans des zones discrètes (articulation pénétrante Est -Rocade dans les marais au Nord de Malakoff) et ENGAGEMENT DES ACQUISITIONS D'IMMEUBLES SUR LE TRACE (qui achète, Mr le Maire ?)

Pour les 10 ans, la pénétrante Nord et la "Rocade des Casernes" de la route de Vannes à St Sébastien par St Félix - Desaix - Coulmiers etc...

h) Le P. O. S. (Plan d'Occupation des Sols) est donc arrêté puisque ces derniers projets y font explicitement référence et M le Maire lui-même puisqu'il affirmait que "rien ne pressait pour le sortir. Il est donc DISSIMULE aux Nantais.

Tout ceci est engagé sans qu'aucun vote explicite sur les éléments essentiels ou sur l'ensemble de ce système de destruction de Nantes, ne soit jamais intervenu au Conseil Municipal et sans qu'il n'ait été dit aux Nantais que les décisions étaient prises.

3) LA VIE AUTOUR DE L'AUTOROUTE EN 1985

Selon le projet officiel, document dit "Etude Comparative des deux variantes" (septembre 1975), nous y relevons les informations suivantes concernant le tronçon Est de la rocade dite des Casernes.

1°) LE TRACE ET L'EMPRISE AU SOL

L'axe sera traité en autoroute (interdiction d'accès des riverains, aucun carrefour à feux).

Dès la sortie de l'échangeur de la Motte Rouge, la voie des Casernes s'enfonce en tranchée pour atteindre la cote moins six mètres sous les rues Desaix, Farineau, rue du Général Buat et Gambetta.

La rocade retrouve le niveau du sol à hauteur de la rue du Commandant Rivière et se poursuit en viaduc jusqu'à la Loire.

→

Largeur : Deux fois deux voies, soit au total 40 mètres d'emprise au sol en moyenne/

LES points d'échanges :

- l'échangeur de la Motte Rouge (articulé sur la Pénétrante Nord, la voie (également autoroutière) des "Cours", le Front de l'Erdre) ;
- trémie du Général Buat ;
- demi-échangeur de Stalingrad ;
- l'échangeur du noeud SNCF face à la Cité de Malakoff (!) avec la Pénétrante Est (en voie d'achèvement ce janvier 1977).

2°) LE COUT PREVU

En Francs 1975 pour les seules indemnisations envisagées et les travaux (donc non compris toutes les destructions et reconstructions complémentaires prévues" :

11 MILLIARD D'ANCIENS FRANCS.

3°) L'ATTEINTE A L'HABITAT EXISTANT ET LES EXPROPRIATIONS IMMEDIATES (à la fin du plan à 5 ans, c'est à dire en 1980).

- L'ensemble passant sur terrain privé, il faut acheter "en 7 ans" 200 PROPRIETES BATIES.

- Nombre de personnes concernées (non indiqué par le projet) estimable à mille personnes au moins toujours non compris ceux qui devront fuir sans indemnisation un habitat plus ou moins riverain mais devenu insupportable (cf. IV).

4°) INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA VIE DES HABITANTS DES QUARTIERS TRAVERSES.

a) Nuisances découlant de 'l'ampleur et de la durée des travaux :

* un seul exemple :

déviations par la rue Evêque Emilien, la rue St Rogatien... de toute la circulation Buat - Desaix - Coulmiers.

b) Bruits : pour les 5 000 véhicules heure prévus, l'intensité du bruit pourra atteindre pour la voie au niveau du sol, 73 décibels,

SOIT 13 DECIBELS DE PLUS QUE LE SEUIL SUPPORTABLE POUR UNE VIE NORMALE.

Au niveau des échangeurs en particulier Motte Rouge et Général Buat, le niveau du bruit sera encore plus élevé et intolérable, et la construction de murs

écrans atténuateurs prévus ailleurs, semble à ce niveau impossible.

DES AMENAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SONT DONC NECESSAIRES outre les écrans-bruits.

IL EST PREVU D'IMPOSER (par le POS) LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX FORMANT ECRAN pour espérer une amélioration se rapprochant du niveau supportable.

- Ce qui implique qu'en plus des 200 destructions indemnisées du côté Ouest, la destruction à échéance par processus purement spontané et privé après abandon des immeubles habités du côté Est.

c) Pollutions diverses : gaz d'échappement, poussières :

"ce problème est dans l'immédiat insoluble".

Solution envisagée :

imposer par le POS la construction de BATIMENTS RESIDENTIELS "A BAIES FERMEES" (ce qui implique, cf. plus haut, la destruction de l'habitat de la partie Est non prévu dans l'indemnisation.

d) Nuisances visuelles et déplacements

L'intégration dans le tissu urbain existant est impossible autour de la Motte Rouge et de Stalingrad.

"DE GRANDS ESPACES DEVRONT DONC ETRE DEMOLIS ET RENOVES"

L'effet de coupure dans les quartiers sera "bien marqué".

De fait, il s'agira d'un précipice infranchissable sur des centaines de mètres.

NOTRE CONCLUSION

Cet exemple précis pour la partie Est de la "Voie des Casernes", est bien entendu généralisable pour l'ensemble des expropriés et riverains du futur anneau Malakoff - St Donatien - Cimetière Miséricorde - Ste Anne et des pénétrantes Nord et Est.

L'étude précise prouve que ce ne sont pas 200 immeubles pour ce seul tronçon, mais au moins le double, qui sont à échéance menacés. OR IL FAUT QUE CHACUN SACHE :

qu'il n'y a pas d'indemnisation pour nuisances phoniques ou autres pollutions même insupportables, les riverains plus ou moins proches du tracé (ou d'un tracé plus ou moins modifié futur ?) qui se croiraient épargnés ne pourront que fuir en vendant à vil prix.

→ Les effets induits peuvent d'ailleurs se manifester loin du dit tracé : la relativement tranquille rue des Chalâtres n'est-elle pas prévue comme desserte municipale (après l'autoroute) entre Stalingrad et Buat - Coulmiers.

Ce projet est une monstruosité manifestant un mépris des habitants de Nantes absolument insupportable.

On comprend que Mr le Maire pense que "rien ne presse pour publier le POS".

On a du mal à penser cependant qu'il ne s'agit que d'un innocent délire de maniaques de la circulation automobile, D'IMMENSES INTERETS NE PEUVENT PAS NE PAS ETRE EN JEU !

NOUS NE PARLONS BIEN ENTENDU PAS DE L'INTERET PUBLIC.

NOUS IMPOSERONS L'ABANDON DEFINITIF DE CES PLANS MONSTRUEUX.

TOUS

nous devons agir et d'abord en exigeant de chacune des listes candidates aux élections du 13 mars

UN ENGAGEMENT ECRIT DE REFUS ABSOLU, A QUELQUE ECHEANCE QUE CE SOIT DE TOUTE AUTOROUTE URBAINE.

LE BUREAU DE L' A.D.E.N.N.E.

BASQUES

BASQUES : LA PRISON S'AGRANDIT.

500 à 600 personnes au rassemblement des Sables, alors que les Basques étaient apparemment libérés, apparemment parce qu'ils sont interdits de séjour dans les départements frontaliers.

Pourtant Ponia n'a pas lésiné devant les moyens :

- trois cars venant d'Euskadi Sud auraient été refoulés à la frontière ;
- 6 cars ont été arrêtés à Bordeaux dimanche matin (d'après un journal du sud ouest "La République des Pyrénées"). Des pressions ont été exercées sur les chauffeurs, il y aurait eu deux retraits de permis.

Quant aux mass-média, dès vendredi soir (FR 3 Région, Ouest France etc...) ils ont été beaucoup plus "bavards" sur "la libération" des Basques qu'ils ne l'avaient été pour dénoncer leur internement arbitraire à l'Ile d'Yeu.

Après le rassemblement le combat continue pour la liberté totale et réelle des Basques de l'Ile d'Yeu et contre les atteintes aux libertés, notamment celles des réfugiés politiques et des travailleurs immigrés, dans l'hexagone.

Comité de soutien vendéen pour la libération des Basques.

Réunion du comité de soutien aux Basques ex-assignés à résidence à l'Ile d'Yeu,

1^e JEUDI 3 MARS 21 HEURES

à la Fraternité Protestante.

COMMUNIQUÉ :

- H.R.

Dans le cadre de leur campagne nationale "Ni plan Barre ni Programme Commun", les communistes marxistes-Léninistes de l'Humanité Rouge, organisent à Nantes :

au centre social de la Bottière (route de Paris) à 17 heures 30, le samedi 5 mars 1977

une réunion débat pour discuter :

- des solutions proposées face à la crise du système capitaliste :

- par la bourgeoisie au pouvoir : le plan Barre ;

- par l'Union de la Gauche : le programme commun, autre solution bourgeoise.

- du point de vue des marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, pourquoi ils proposent l'abstention révolutionnaire.

- des perspectives qui s'offrent aux travailleurs.

**ouest
france** 

se fâche !

Dans un récent numéro, nous faisons état de la protestation du Centre Nantes-Tiers-Monde, vis-à-vis de la publication d'un reportage dans les colonnes d'"Ouest-France", favorable aux idées de l'Apartheid.

Au terme d'une analyse, des militants du CNTM, lecteurs d'Ouest-France, s'estimaient en désaccord profond et avaient fait parvenir au Directeur Général une lettre signée ; la même, mais en plusieurs exemplaires !

Nous sommes heureux de vous faire connaître aujourd'hui la réponse de "Ouest-France" (cf lettre ci-jointe) qui n'a vraiment pas apprécié !

Nous pouvons remarquer que Ouest-France n'accepte pas que des gens se concertent et réagissent collectivement à une information.

Nous pouvons apporter des réponses individuelles, mais pas de réponse collective !

Ce n'est d'ailleurs pas le CNTM qui a reçu cette lettre, mais un de ses militants signataires.

Alors, si vous voulez irriter Ouest-France, vous savez ce qui vous reste à faire !...

C.N.T.M. (Corr. APL)

MONSIEUR...

"Nous avons déjà publié le 24 janvier de très larges extraits de votre lettre (ou plus exactement de la lettre-type qu'une association de la région a prié ses adhérents et sympathisants de recopier et de signer individuellement ou collectivement). Il n'y a donc pas de raison d'y revenir aujourd'hui.

Bien que nous ayons en partie répondu à vos observations par une NDLR, permettez-moi d'y ajouter quelques remarques supplémentaires.

Il est quelque peu insolite, pour ne pas dire inquiétant, qu'une

"campagne de lettres" soit ainsi organisée à chaque fois qu'un journal (et pas seulement Ouest-France) publie un article sur l'Afrique du Sud qui ne comporte pas une analyse conforme à la votre ou qui ne soit pas écrit en forme de réquisitoire contre le régime Vorster.

Nous connaissons ce même type de réaction lorsqu'il est question du Cambodge, du Chili, voire de l'URSS. Nous comprenons fort bien votre zèle de militant et n'ignorons pas non plus qu'il est grandement inspiré par la générosité, mais comprenez que notre démarche d'informateur est différente de celle de militant et que si nous avons bien des fois radicalement condamné toutes les formes de discrimination raciale (y comprises celles pratiquées en RSA), nous avons d'abord et essentiellement à essayer d'expliquer. Que vous soyez en désaccord avec notre explication ne vous fonde pas à qualifier l'auteur de partial.

L'envoi systématique de lettres aussi peu spontanées et aussi communes de forme et de fond tend d'autant plus à ressembler à une pression que d'autres lettres de même inspiration sont arrivées au journal avant même qu'un journaliste soit désigné pour se rendre au Transkei. Ces lettres "préventives" relèvent comme les autres d'une campagne d'intimidation que nous trouvons au moins désagréable.

Cela dit, nous admettons fort bien que vous contestiez nos informations et continuons à croire qu'il est utile d'en débattre ensemble (mais autrement qu'à travers un courrier "fabriqué").

En souhaitant que vous receviez ces quelques remarques dans l'esprit de dialogue qui nous anime,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

LES ÎLES CANARIES :

UNE COLONIE ESPAGNOLE EN AFRIQUE

Les Sept îles principales de l'Archipel Canarien sont à 115 km des côtes du Maroc et à 1 000 km de l'Espagne ; l'Archipel Canarien terre africaine, fait 7 273 km carrés.

La population canarienne atteint 1 200 000 personnes. Il y a 500 000 canariens émigrés dans le monde.

Les Canariens ont été colonisés au XVe siècle par l'Espagne, massacres et répression sanglante ont duré plus d'un siècle.

- CANARIES = COLONIE !

* Les colons s'étaient attribués la plus grande partie des meilleures terres. Aujourd'hui, rien n'a changé ! 3 % des exploitations se répartissent 75 % des terres cultivables. (Moyenne : 934,6 ha). Elles sont aux mains de gros propriétaires locaux liés au colonialisme.

Les paysans gouantchés (ou canariens) eux, n'ont que les miettes et ce, depuis la conquête : les 90 % des petites exploitations couvrent seulement 13 % des terres cultivables (moyenne : 0,9 ha).

- Industrialisation faible,
- Monoculture commerciale.
- Exportation des matières premières,
- Importation de produits finis.

C'est le type même d'une économie coloniale !

* Les Canaries produisent bananes (5ème rang mondial), tabac (source principale de l'Espagne), primeurs, tomates, pommes de terre, mais tout est contrôlé par des étrangers, espagnols ou bourgeois locaux vendus au colonialisme.

* L'économie est dominée par l'impérialisme.

- CALTEX et BANQUE OF AMERICA se partagent la raffinerie GESPA (Une des plus grosses du monde).

- MOBIL OIL et TEXARO monopolisent la distribution des produits pétroliers.

- ESSO domine l'industrie des dérivés du pétrole.

- PAPOR et UNIONCAMP (USA et Canada) exploitent les papeteries.

- Les flottes industrielles de COREE DU SUD, DU JAPON, de TAIWAN... concurrencent les petits pêcheurs canariens.

- Le Tourisme est aux mains des ESPAGNOLS, ALLEMANDS, BELGES, SUEDOIS, les gouantchés servant de larbins.

- LA RÉSISTANCE DU PEUPLE GOUANTCHÉ.

* Au XIXe siècle des contradictions apparaissent entre la bourgeoisie coloniale et une bourgeoisie canarienne ; les luttes de libération d'Amérique Latine influent la population canarienne.

* En 1909, il y a des émeutes populaires dans les villes et les paysans se soulèvent.

* En 1936, les Canariens soutiennent la République Espagnole qui est un espoir pour leurs aspirations nationales.

* En 1959-1960, les différents courants révolutionnaires créent le Mouvement Autonomiste Canarien (MAC).

* En 1961-1962-1963, grèves ouvrières, luttes paysannes, mouvements de dockers se succèdent.

* En 1963, 15 000 personnes manifestent dans la capitale aux cris de "Vive l'Indépendance" et "Dehors les Espagnols".

* En septembre 1963, création du MPAIAC, le Mouvement pour l'Auto-détermination et l'Indépendance de l'Archipel canarien. L'objectif du MPAIAC est l'In-

dépendance et le Socialisme ; le moyen qu'il préconise c'est la lutte armée révolutionnaire.

En 14 ans, le MPAIAC a développé la conscience nationale du peuple gouantché, animé des grèves étudiantes et ouvrières, des luttes paysannes et le 1er Novembre 76 a entamé la période dite de "propagande armée" qui est une préparation à la lutte de libération nationale, anti-coloniale et anti-capitaliste armée.

Les groupes de chocs des Forces Armées Gouantchées (FAG) sont chargées de la propagande armée et s'organisent et s'entraînent pour la guerre de guérilla.

- LES CANARIES :

UN SITE DE CHOIX POUR LA STRATÉGIE IMPÉRIALISTE

Les Canaries sont truffées de bases militaires ou para-militaires US ou françaises.

Véritable "porte-avion" fixe, les Canaries dominées par l'impérialisme et le colonialisme sont une menace permanente pour l'Afrique et en particulier l'Afrique Arabe Occidentale.

Elles forment un axe entre l'OTAN et le Pacte Atlantique qui est sur le point de se créer et rassemble les fascistes d'Amérique du Sud et les régimes racistes du Sud de l'Afrique sous l'égide des Yankees.

Les Canaries sous domination fasciste espagnole sont d'un intérêt capital pour la stratégie US, surtout qu'elles permettent de contrôler l'entrée de la Méditerranée et de surveiller l'Europe.

La lutte du MPAIAC contre le colonialisme prend donc une ampleur internationale intéressant les peuples du Maghreb de l'Afrique Noire et même ceux d'Europe.

- LES PARTIS de la MÉTROPOLE COLONIALE

Les socialistes du PSOE, le Parti de Carrillo (PCE), la majorité des partis soi-disant "révolutionnaires"

de l'extrême-gauche défendent la théorie colonialiste de "l'Espagne des peuples" et que les gouantchés sont espagnols à 100 %.

Mittérand et son "Algérie, c'est la France" et le PCF et son fameux "FLN = terroristes", ont leurs pareils chez leurs collègues espagnols qui vont jusqu'à demander des comptes au pouvoir fasciste sur son incapacité à faire taire le MPAIAC et son émission quotidienne "La voix des Canaries Libres".

Seules, deux organisations en Espagne et un groupement d'émigrés espagnols en Belgique apportent leur soutien à la lutte pour l'indépendance du MPAIAC.

Le MPAIAC appelle les anti-impérialistes d'Afrique, d'Asie et d'Europe à le soutenir dans sa lutte pour la libération de la dernière colonie espagnole en Afrique.

Ici, en Bretagne, informons la population sur la réalité des Iles Canaries, dénonçons la présence des bases para-militaires françaises aux Canaries, soutenons la lutte du Peuple Gouantché et de son avant-garde, le MPAIAC

Les Canaries ce n'est pas l'Espagne !
Vive l'Indépendance des Iles Canaries.

Pour tout renseignement

Ecrire au MPAIAC, Secrétariat Général
B.P. 216
ALGER (Algérie)

Ecoutez la "Voix des Canaries Libres"
Emission quotidienne du MPAIAC,
de 11 H à Minuit, sur 1 200 m, GO.

M.P.A.I.A.C.



un peu de grammaire.

- Drame chez les esthètes
- au journal officiel.
"Abolition du Subjonctif imparfait."

un peu de dialectique.

« - Dans le cadre de la concertation gouvernementale sur l'implantation de centrales nucléaires, dans l'optique où BRETAGNOLES ferait partie des

emplacements proposés à l'examen des responsables régionaux, l'E.d.f. avait été chargée d'étudier l'évacuation en énergie des différents sites. »
Passage extrait d'une lettre du ministre de l'équipement, adressée au conseil municipal de CHALLANS (VENDEE) - et encore.
- « Si BRETAGNOLES

était retenue, il serait prévu la construction d'un poste de Très Haute Tension (T.H.T) à COEX et une inter-connexion serait créée entre ce poste et CORDEMAIS, en LOIRE-ATLANTIQUE. Dans cette éventualité, un couloir de ligne future, large de 90 mètres, pourrait intéresser la commune de CHALLANS. »

en conséquences de quoi il était proposé au conseil municipal "intéressé" d'indiquer des réserves de terrain dans les annexes du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) dont il allait voter la publication.
Affaire à ne pas perdre de vue!

un peu d'exotisme.

les BASQUES.
Dimanche 20 Février

200? personnes environ étaient aux SABLES D'OLONNES. la bière était bonne.
RESUME:
« NOUS SOMMES TOUS des Basques. »
la lutte continue.

un peu de vertige.

. élections municipales.

à GAUCHE: autonomie, responsabilité pour les institutions communales et les habitants
à DROITE: idem.
- quelques nuances -

AUTOGESTION?

GAUCHE: « projet réalisable par un lent travail d'éducation - cation -

DROITE: Cogestion, participation.

POLLUTION

GAUCHE: contre si cela n'empêche pas de préserver l'emploi.

DROITE: lutte contre dans la mesure où cela n'empêche pas les usines

de continuer à fonctionner - omnibus par leur "destin" respectif, et les échéances de 1978 la gauche et la droite, ne posent pas la vraie question de Pouvoir... en excluant le préalable.
Malgré quelques nucléaires. Malgré des réserves sur la sécurité des centrales (en particulier le PS), ils ne refusent pas l'énergie nucléaire par voie de conséquences ne renoncent ni à la croissance économique systématique, ni au vertige expansionniste, ni au gaspillage d'énergie. la Société marchande apparaît alors irréversible avec son corollaire: le Pouvoir!

... On sait les exigences exorbitantes du nucléaire. Très complexe il est, sans compromis possible, générateur de centralisme, impose la toute puissance des puissances d'argent, des technocrates et des politiciens. autrement dit il s'agit là d'une société centralisatrice, hiérarchisée, excluant de fait tout réel pouvoir de décisions, toutes prises en main des communes et des gens dans leurs affaires. - Alors les articulations du partis avec la base communale, c'est du vent? un leurre?

ça m'en à tout l'air -

à suivre...

